



Rassemblement des parents d'élèves devant l'école Langevin, le 14 décembre

ÉDUCATION

Fusion des écoles Langevin et Saint-Roch à Biot

La municipalité de Biot a décidé de fusionner les deux écoles du village en procédant au transfert des quatre classes de l'école Paul Langevin vers l'école Saint-Roch.

Par **Patrick Singéry**
Réseau-École du PCF

Les raisons invoquées sont le manque de locaux communaux, la gestion du patrimoine et la rationalisation de l'accueil périscolaire (passons sur l'argument d'une amélioration de la « cohérence pédagogique », domaine qui n'est, jusqu'à présent, -laïcité oblige- pas du ressort des municipalités).

Enseignants et parents d'élèves se mobilisent en faveur de l'abandon de ce projet (réunions d'information, pétitions, intervention au conseil municipal...). Ils refusent une dégradation des conditions d'enseignement et d'apprentissage mais aussi de sécurité que ce projet entraînerait. Ils dénoncent, par ailleurs, l'absence de concertation en amont de cette déci-

sion (présentation du projet lors du Comité Consultatif de la Vie Éducative, le 29 novembre, suivie d'un vote... consultatif).

L'école est actuellement le lieu de multiples contradictions, parmi lesquelles celles-ci :

- Lieu investi d'une exigence sociale d'égalité dans l'accès à des savoirs émancipateurs qui permettent l'exercice de la citoyenneté, elle est aussi le lieu où se joue un tri social de plus en plus inégalitaire, sélectionnant une élite de décideurs » et formant des cohortes d'« exécutants »...
- Service Public, seul garant d'égalité, elle est envahie par les logiques de marchandisation, de compétition, d'individualisation, de privatisation : cours privés, « aides » payantes, « partenariats » entreprises/écoles... L'accueil des « Canailles à l'Anglaise »

(ateliens d'anglais à 150 euros par trimestre) à... l'école Paul Langevin, en est un exemple particulièrement malvenu.

Face à ces contradictions, tout projet entraînant une dégradation des conditions d'enseignement et d'apprentissage est un obstacle à la nécessaire transformation du Service Public d'éducation. Il est des moments où le symbole est plus important que les contraintes de gestion.

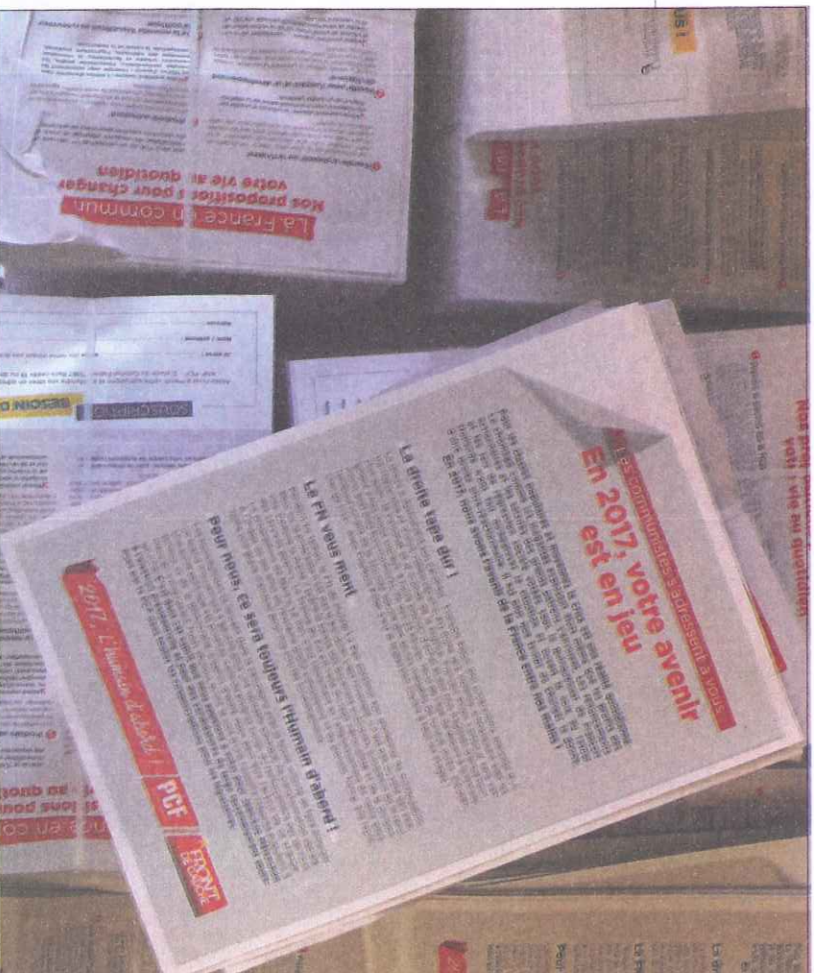
À Biot, comme ailleurs, l'heure doit être au rassemblement pour la défense, mais aussi pour la transformation de notre système éducatif. La question, politique au vrai sens du mot, qui se pose à tous les citoyens est : « Quelle École voulons-nous, pour quelle société ? ».

Soutenez les enseignants et les parents d'élèves en signant la pétition : www.mesopinions.com/petition « fermeture école Paul Langevin rentrée 2017 »

photo de la semaine

« En 2017, votre avenir est en jeu »

Les communistes entrent en campagne pour 2017. Des dizaines de milliers de tracts intitulés « En 2017, votre avenir est en jeu » sont disponibles pour tous les militants qui le souhaitent à la Fédération du parti communiste français des Alpes-Maritimes, située au 6 rue Balatrhano, 06300 Nice.



PCF Nice-Est : Conférence sur le Moyen-Orient

Le mardi 20 décembre, à 18h30, à l'Espace Citoyen, Place Saint-Roch, à Nice, la section de Nice-Est du PCF organise une conférence-débat intitulée « Quel avenir pour le Moyen-Orient ? De Kobané à Mossoul », avec Pierre Barbancey. Le reporter de guerre viendra relater ses expériences, ses rencontres, syriennes et irakiennes, depuis le début de la guerre.

EN BREF...

La Marseillaise : Rupture du contrat d'impression

À la suite de la mise en redressement judiciaire, le 28 novembre dernier, du journal *La Marseillaise*, l'imprimeur Riccobono a décidé de dénoncer le contrat d'impression qui le lie aux Éditions des Fédérés, propriétaires du quotidien. La direction de *La Marseillaise* a « contesté cette dénonciation illégitime et injustifiée ». Les syndicats de presse SNI-CGT et Filpac-CGT ont également dénoncé, « sous couvert de cette position, des intentions qui pourraient avoir des conséquences des plus facheuses sur l'emploi et les activités de presse, notamment une restriction totale de l'impression pour conquérir de nouveaux marchés sur le plan régional ». Les deux syndicats indiquent que « La Marseillaise et ses salariés ne sont pas un punching-ball. Le groupe Riccobono, qui réalise des bénéfices constants, peut s'engager dans une démarche vertueuse à l'égard du journal et de l'imprimerie MOP [Méditerranée Offset Presse] afin de continuer de soutenir la défense du pluralisme, démarche dans laquelle Riccobono [...] semblait engagé ». Le SNI et la Filpac « mettront tout en œuvre pour sauvegarder *La Marseillaise* et l'imprimerie MOP ».

Nouvelle bataille dans le Vieux-Nice ?

La découverte d'un squelette aux abords du Vieux-Nice est venu rappeler le passé militaire du site. Mais c'est un tout autre combat qui est en train de se livrer entre la municipalité et son opposition autour du projet de la réhabilitation-construction d'un hôtel 5 étoiles sur ce qui fut le couvent de la Visitation. Une opération lourde qui inquiète particulièrement les riverains qui, non sans raison, se posent des questions sur les nuisances et les problèmes d'accessibilité d'un tel projet. Sous les feux des critiques, la mairie annonce l'ouverture prochaine d'une « maison du projet, ouverte à tous », où « ces sujets pourront être évoqués ». Il était temps, le permis de construire a été notifié le 18 novembre dernier...